

**INSTRUCTION N° 01-129 JS du 6 juillet 2001** relative au programme national de lutte contre les drogues et de prévention des dépendances. Actions du ministère de la jeunesse et des sports - crédits 2001

**PI : 3 annexes\***.

Texte adressé pour attribution aux préfets de région et de département (DRD et DDJS), pour information aux directeurs des établissements nationaux et directeurs des centres régionaux d'information Jeunesse et Sports

Le ministère de la Jeunesse et des Sports participe, pour la 15ème année consécutive, au programme gouvernemental coordonné par la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT).

Il dispose d'un budget de **10,51 MF** (soit 1 602 239,17 euros) auxquels devraient s'ajouter, en 2<sup>ème</sup> arrêté de répartition des crédits, **1,54 MF** (soit 234 771,49 euros) pour la mise en œuvre, au sein des établissements nationaux, d'actions de prévention conçues à l'attention des publics accueillis.

## **LE CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

L'exercice en cours voit, à nouveau, confirmé le principe d'un renforcement des moyens déconcentrés, par la MILDT, directement aux chefs de projets départementaux (vous trouverez, en **annexe 1**, le **tableau récapitulatif des crédits dont ils disposent en 1 délégation**).

Cette mesure témoigne, de la part de la MILDT, d'une ferme volonté d'inciter les chefs de projets, en leur confiant la maîtrise d'un budget en progression, à exercer pleinement leur mission de coordination de l'action publique au niveau départemental, avec pour préoccupation première, la conformité aux orientations du plan triennal, la cohérence et la lisibilité dans l'élaboration, le financement et la mise en œuvre du plan de prévention.

Dès cette année, à l'échelle de 12 départements, les services de la Jeunesse et des Sports ne reçoivent plus les crédits habituellement délégués par l'administration centrale et doivent négocier, auprès du chef de projets départemental, les moyens nécessaires à la mise en œuvre des actions qu'il leur paraît opportun de soutenir.

A terme, cette procédure pourrait être étendue à l'ensemble des départements. Il est donc indispensable que vous occupiez pleinement la place qui vous revient au sein du comité de pilotage.

Comme l'an passé, les crédits sont déconcentrés au seul échelon départemental, avec pour unique critère de répartition l'effectif « population de moins de 25 ans » au dernier recensement (voir, en **annexe 2**, les **montants des dotations départementales**). JS

## **LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES**

L'action du ministère de la Jeunesse et des Sports demeurera conforme aux principes suivants :

- Une approche fondée sur les comportements de consommation, tous produits confondus, quel que soit leur statut illicite ou licite, y compris les produits dopants (psychoactifs ou non).
- Une démarche de prévention qui ne s'attache plus seulement à prévenir l'usage mais aussi, lorsqu'il existe, à éviter le passage à l'usage nocif et à la dépendance, à prévenir les risques et réduire les dommages sanitaires et sociaux.
- Un programme fondé sur :
  - le développement des facteurs de protection et la prise en compte des facteurs de vulnérabilité des personnes,
  - l'information et la réflexion sur les textes législatifs et réglementaires en vigueur, sur les modalités de leur application et plus largement, sur le sens de la Loi,
  - l'information sur les produits et leurs effets,
  - l'information et la réflexion sur les contextes et modalités d'usage des produits et sur les conséquences sociales et sanitaires de leur consommation,
  - l'information sur les structures susceptibles d'apporter une aide aux personnes qui rencontrent des difficultés liées à leur consommation.

## LE PROGRAMME DÉPARTEMENTAL DE PRÉVENTION

Il vous appartiendra, au nom des principes éducatifs qui fondent l'action du ministère, et en particulier ceux de l'éducation populaire, de faire valoir, au sein du comité de pilotage départemental, vos points de vue et propositions, tout en affirmant votre capacité à prendre en compte la réalité et la diversité des comportements de consommation et à y apporter des réponses pragmatiques.

Vous veillerez ainsi à un juste équilibre dans le soutien que vous apporterez aux actions de prévention spécifique et/ou de prévention des risques et de réduction des dommages, par rapport aux actions de prévention générale (celles qui, par tous moyens appropriés, visent à améliorer le bien-être individuel et collectif, en escomptant en particulier comme effet de cette amélioration, l'évitement ou la diminution des conduites à risques, parmi lesquelles, la consommation de substances psychoactives).

Il est utile que soit réaffirmée l'importance du volet « prévention » du plan triennal, non seulement dans ses dimensions sanitaire et sociale, mais aussi dans ses dimensions éducative et culturelle. Dans leur complexité, les comportements humains, éventuellement problématiques, ne peuvent, a priori, être assimilés à des maladies.

L'ensemble des actions auxquelles vous apporterez votre soutien répondront aux critères suivants :

- **adéquation** des contenus aux objectifs visés et aux publics destinataires,
- inscription dans un contexte de **proximité** au plus près de la vie quotidienne des personnes,

- **cohérence** par rapport à l'ensemble des actions menées parallèlement et inscription dans une dynamique locale,
- pertinence des **moyens d'observation et d'évaluation qualitative et quantitative** en œuvre.

## L'ÉVALUATION

Vous trouverez, en **annexe 3**, le **modèle de tableau de répartition des crédits par type d'actions** à renseigner et à retourner au bureau DJEP 6, **avant le 1<sup>er</sup> novembre 2001**.

Vous trouverez, sur le site Internet de la MILDT ([www.drogues.gouv.fr](http://www.drogues.gouv.fr) rubrique « professionnels », « aide aux acteurs »), le **questionnaire APPRE** (actions et programmes de prévention - recensement) qui sera renseigné par les opérateurs et **que vous adresserez au chef de projet** à l'échéance qu'il aura fixée en fonction du calendrier de mise en œuvre du plan départemental. (Il existe également une version de ce document adaptée à l'instruction des demandes de subvention).

Vous vous fondez sur l'analyse des données fournies par les questionnaires APPRE pour la rédaction d'un **bilan détaillé** de votre action, bilan que vous adresserez au bureau DJEP 6, **avant le 1<sup>er</sup> mai 2002**.

**Les crédits correspondant à ce programme vous seront prochainement délégués.**

Dans les procédures de déconcentration, l'administration centrale du ministère exerce un rôle de coordination, d'aide et de conseil. A cet effet, votre correspondant au sein du bureau des « échanges internationaux et des pratiques culturelles et sociales » - Pierre BRESSAN - Tél. 01.40.45.93.86, se tient à votre disposition pour toutes questions relatives à ce dossier.

Pour la Ministre,  
et par délégation  
La Directrice de la Jeunesse  
et de l'Éducation Populaire

Hélène MATHIEU

\* les annexes étaient jointes à la présente instruction lors de sa diffusion.

CREDITS DES CHIFFRES DE PROG					
(en francs)					
N° dpt	Département	Budget réparti + dotation forfaitaire 1ère déléation (a)	dotation enveloppe générale 2001 (b)	plan formations départementaux / régionaux (c)	ordonnance 1ère déléation 2001 (a+b+c)
1	Ain	295 000	5 000		300 000
2	Aisne	410 000			410 000
3	Allier	238 000			238 000
4	Alpes-Hte-Prov	128 000			128 000
5	Hautes-Alpes	122 000			122 000
6	Alpes-Maritimes	668 000			668 000
7	Ardèche	193 000			193 000
8	Ardennes	277 000			277 000
9	Ariège	122 000			122 000
10	Aube	238 000			238 000
11	Aude	222 000			222 000
12	Aveyron	170 000			170 000
13	Bouches-du-Rhône	1 093 000			1 093 000
14	Calvados	424 000			424 000
15	Cantal	134 000			134 000
16	Charente	235 000			235 000
17	Charente-Maritime	389 000			389 000
18	Cher	241 000			241 000
19	Corrèze	175 000			175 000
2A	Corse-du-Sud	139 000			139 000
2B	Haute-Corse	140 000			140 000
21	Côte-d'Or	324 000			324 000
22	Côtes-d'Armor	352 000			352 000
23	Creuse	133 000			133 000
24	Dordogne	250 000			250 000
25	Doubs	332 000			332 000
26	Drôme	273 000			273 000
27	Eure	377 000			377 000
28	Eure-et-Loir	269 000			269 000
29	Finistère	566 000			566 000
30	Gard	404 000			404 000
31	Haute-Garonne	602 000		145 000	747 000
32	Gers	132 000			132 000
33	Gironde	786 000			786 000
34	Hérault	608 000			608 000
35	Ille-et-Vilaine	490 000			490 000
36	Indre	186 000			186 000
37	Indre-et-Loire	382 000			382 000
38	Isère	580 000			580 000

N° dpt	Département	Budget réparti + dotation forfaitaire 1ère délégation (a)	dotation enveloppe générale 2001 (b)	plan formations départementaux régionaux (c)	ordonnance 1ère délégation 2001 (a+b+c)
39	Jura	179 000			179 000
40	Landes	214 000			214 000
41	Loir-et-Cher	215 000			215 000
42	Loire	418 000			418 000
43	Haute-Loire	159 000			159 000
44	Loire-Atlantique	640 000			640 000
45	Loiret	379 000			379 000
46	Lot	135 000			135 000
47	Lot-et-Garonne	210 000			210 000
48	Lozère	96 000			96 000
49	Maine-et-Loire	427 000			427 000
50	Manche	297 000			297 000
51	Marne	410 000			410 000
52	Haute-Marne	174 000			174 000
53	Mayenne	182 000		258 000	440 000
54	Meurthe-et-Moselle	545 000			545 000
55	Meuse	191 000			191 000
56	Morbihan	440 000			440 000
57	Moselle	752 000			752 000
58	Nièvre	193 000			193 000
59	Nord	2 156 000	100 000		2 256 000
60	Oise	470 000			470 000
61	Orne	220 000			220 000
62	Pas-de-Calais	1 116 000			1 116 000
63	Puy-de-Dôme	360 000	16 500		377 000
64	Pyrénées-Atlant	369 000			369 000
65	Hautes-Pyrénées	176 000			176 000
66	Pyrénées-Orientales	303 000			303 000
67	Bas-Rhin	694 000		140 000	834 000
68	Haut-Rhin	483 000			483 000
69	Rhône	895 000			895 000
70	Haute-Saône	178 000			178 000
71	Saône-et-Loire	331 000			331 000
72	Sarthe	318 000			318 000
73	Savoie	272 000			272 000
74	Haute-Savoie	373 000	193 000		566 000
75	Paris	1 362 000	30 500		1 393 000
76	Seine-Maritime	839 000	37 000		876 000
77	Seine-et-Marne	693 000			693 000
78	Yvelines	773 000			773 000
79	Deux-Sèvres	216 000	10 000		226 000
80	Somme	388 000			388 000
81	Tarn	211 000			211 000
82	Tarn-et-Garonne	149 000			149 000
83	Var	556 000			556 000
84	Vaucluse	341 000			341 000

N° dpt	Département	Budget réparti - dotation forfaitaire - 1ère délégitation (a)	dotation métropole 2001 (b)	Plan formation - Départementaux - Régionaux (c)	ordonnance 1ère délégitation 2001 (a+b+c)
85	Vendée	524 000			524 000
86	Vienne	286 000			286 000
87	Haute-Vienne	250 000			250 000
88	Vosges	275 000			275 000
89	Yonne	266 000			266 000
90	Territoire-de-Belfort	138 000			138 000
91	Essonne	643 000			643 000
92	Hauts-de-Seine	863 000			863 000
93	Seine-St-Denis	888 000	1 500		890 000
94	Val-de-Marne	682 000			682 000
95	Val-d'Oise	654 000			654 000
971	Guadeloupe	299 000	200 000		499 000
972	Martinique	149 000	266 000		415 000
973	Guyane	276 000			276 000
	Réunion	459 000			459 000

Total métropole		393 500	543 000	936 500
Total DOM		466 000	0	466 000
Total général		859 500	543 000	1 402 500

Départements	Crédits 2000 HORS CDJ	Crédits 2001 en Francs	Crédits 2001 en euros	
DE L'AIN	100 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
DE L'AISNE	110 000	100 000,00	15 244,90	
DE L'ALLIER	50 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DES HAUTES-ALPES	40 000	40 000,00	6 097,98	
DES ALPES-MARITIMES	160 000	150 000,00	22 867,35	
DE L'ARDECHE	50 000	50 000,00	7 622,45	
DES ARDENNES	60 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
DE L'ARIEGE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE L'AUBE	50 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
DE L'AUDE	50 000	50 000,00	7 622,45	
DE L'AVEYRON	40 000	40 000,00	6 097,98	
DU CANTAL	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE LA CHARENTE	60 000	50 000,00	7 622,45	
DE CHARENTE-MARITIME	90 000	80 000,00	13 720,41	
DU CHER	50 000	50 000,00	7 622,45	
DE LA CORREZE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE HAUTE-CORSE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DES COTES-D'ARMOR	90 000	90 000,00	13 720,41	
DE LA CREUSE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE LA DORDOGNE	60 000	60 000,00	9 146,94	
DE LA DROME	80 000	80 000,00	12 195,92	
DE L'EURE	110 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
DE L'EURE-ET-LOIRE	80 000	80 000,00	12 195,92	
DU FINISTERE	110 000	140 000,00	21 342,86	
DU GARD	110 000	110 000,00	16 769,39	
DU GERS	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE L'INDRE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE L'INDRE-ET-LOIRE	100 000	100 000,00	15 244,90	
DE L'ISERE	210 000	200 000,00	30 489,80	
DU JURA	40 000	40 000,00	6 097,98	
DES LANDES	50 000	50 000,00	7 622,45	
DU LOIR-ET-CHER	50 000	50 000,00	7 622,45	
DE LA LOIRE	140 000	130 000,00	19 818,37	
DE HAUTE-LOIRE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DU LOT	40 000	40 000,00	6 097,98	
DU LOT-ET-GARONNE	50 000	50 000,00	7 622,45	
DE LA LOZERE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DU MAINE-ET-LOIRE	150 000	140 000,00	21 342,86	
DE LA MANCHE	90 000	90 000,00	13 720,41	
DE LA HAUTE-MARNE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE LA MAYENNE	50 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
DE LA MEUSE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DU MORBIHAN	120 000	110 000,00	16 769,39	
DE LA MOSELLE	200 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
DE LA NIEVRE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE L'OISE	160 000	150 000,00	22 867,35	
DE L'ORNE	50 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
DU PAS-DE-CALAIS	300 000	280 000,00	42 685,72	
DES PYRENEES-ATLANTIQUES	100 000	100 000,00	15 244,90	
DES HAUTES-PYRENEES	40 000	40 000,00	6 097,98	
DES PYRENEES-ORIENTALES	60 000	60 000,00	9 146,94	
DU HAUT-RHIN	130 000	130 000,00	19 818,37	
DE LA HAUTE-SAONE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE LA SAONE-ET-LOIRE	90 000	80 000,00	13 720,41	
DE LA SARTHE	100 000	100 000,00	15 244,90	
DE LA SAVOIE	70 000	70 000,00	10 671,43	
DE LA HAUTE-SAVOIE	120 000	120 000,00	18 293,88	
DE LA SEINE-ET-MARNE	250 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
DES YVELINES	280 000	280 000,00	39 638,74	
DES DEUX-SEVRES	60 000	60 000,00	9 146,94	
DU TARN	50 000	50 000,00	7 622,45	
DU TARN-ET-GARONNE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DU VAR	140 000	140 000,00	21 342,86	
DE VAUCLUSE	90 000	90 000,00	13 720,41	
DE LA VENDEE	90 000	90 000,00	13 720,41	
DES VOSGES	70 000	70 000,00	10 671,43	
DE LYONNE	60 000	60 000,00	9 146,94	
DU TERRITOIRE-DE-BELFORT	40 000	40 000,00	6 097,98	

## LUTTE CONTRE LES DROGUES ET PRÉVENTION DES DÉPENDANCES

Crédits déconcentrés 2001 Chapitre 43-90-22

9,7 MF (soit 1 478 755,47 euros)

Départements	Crédits 2000 HORS CDJ	Crédits 2001 en Francs	Crédits 2001 en euros	
DE L'ESSONNE	230 000	220 000,00	33 538,78	
DÉS HAUTS-DE-SEINE	250 000	240 000,00	36 587,76	
DE LA SEINE-SAINT-DENIS	290 000	270 000,00	41 161,23	
DU VAL-DE-MARNE	230 000	220 000,00	33 538,78	
DU VAL-D'OISE	240 000	220 000,00	33 538,78	
DE LA REUNION	140 000	150 000,00	22 867,35	
DE LA MARTINIQUE	90 000	80 000,00	12 185,92	
DE LA GUADELOUPE	90 000	90 000,00	13 720,41	
DE LA GUYANE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE NOUVELLE CALEDONIE	40 000	40 000,00	6 097,98	
DE MAYOTTE	40 000	40 000,00	6 097,98	
<b>TOTAL</b>	<b>7510000</b>	<b>6 430 000,00</b>	<b>960 247,16</b>	
			0,00	
<b>PACA (MARSEILLE/NICE)</b>	0		0,00	
des Bouches du Rhône	330000	320 000,00	48 783,89	
<b>BASSE NORMANDIE</b>	0		0,00	
du Calvados	130 000	130 000,00	19 818,37	
<b>CORSE</b>	0		0,00	
de la Corse du Sud	40 000	40 000,00	6 097,98	
<b>BOURGOGNE</b>	0		0,00	
de la Côte d'Or	100 000	100 000,00	15 244,90	
<b>FRANCHE COMTE</b>	0		0,00	
du Doubs	100 000	100 000,00	15 244,90	
<b>MIDI PYRENEES</b>	0		0,00	
de la Haute Garonne	180 000	180 000,00	27 440,82	
<b>AQUITAINE</b>	0		0,00	
de la Gironde	230 000	220 000,00	33 538,78	
<b>LANGUEDOC ROUSSILLON</b>	0		0,00	
de l'Hérault	150 000	150 000,00	22 867,35	
<b>BRETAGNE</b>	0		0,00	
d'Ille et Vilaine	170 000	160 000,00	24 391,84	
<b>RHONE ALPES (LYON/GRENOBLE)</b>	0		0,00	
du Rhône	300 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
<b>PAYS DE LOIRE</b>	0		0,00	
de la Loire Atlantique	220 000	200 000,00	30 489,80	
<b>CENTRE</b>	0		0,00	
du Loiret	120 000	120 000,00	18 293,88	
<b>CHAMPAGNE ARDENNE</b>	0		0,00	
de la Marne	110 000	110 000,00	16 769,39	
<b>LORRAINE</b>	0		0,00	
de la Meurthe et Moselle	140 000	140 000,00	21 342,86	
<b>NORD PAS DE CALAIS</b>	0		0,00	
du Nord	540 000	530 000,00	80 797,98	
<b>AUVERGNE</b>	0		0,00	
du Puy de Dôme	110 000	100 000,00	15 244,90	
<b>ALSACE</b>	0		0,00	
du Bas Rhin	190 000	180 000,00	27 440,82	
<b>ILE DE FRANCE</b>	0		0,00	
de Paris	340 000	320 000,00	48 783,89	
<b>HAUTE NORMANDIE</b>	0		0,00	
de la Seine Maritime	250 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
<b>PICARDIE</b>	0		0,00	
de la Somme	110 000	110 000,00	16 769,39	
<b>POITOU CHARENTES</b>	0		0,00	
de la Vienne	70 000	0,00	0,00	Transfert chef de projet
<b>LIMOUSIN</b>	0		0,00	
de la Haute Vienne	80 000	80 000,00	9 148,94	
<b>TOTAL REGIONS</b>	<b>3990000</b>	<b>3 270 000,00</b>	<b>498 508,29</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11500000</b>	<b>9 700 000,00</b>	<b>1 478 755,47</b>	

## LUTTE CONTRE LES DROGUES ET PRÉVENTION DES DÉPENDANCES

## MODÈLE DE TABLEAU DE RÉPARTITION DES CRÉDITS 2001 PAR TYPE D' ACTIONS

DRDJS / DDJS :

AGENT CHARGÉ DU DOSSIER :

MONTANT DES CRÉDITS MILDT DÉLÉGUÉS :

francs /

euros

	DESCRIPTION SUCCINCTE DE L'ACTION	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	LOCALISATION Ville(s) et lieu(x) de réalisation	PUBLIC(S) DESTINATAIRE(S) Profil(s) et effectif(s)	OPÉRATEUR	CRÉDITS MILDT MINISTÈRE *		CRÉDITS MILDT CHEF DE PROJETS **		CRÉDITS PROPRES DDJS***	
							Francs	Euros	Francs	Euros	Francs	Euros
FORMATION												
PRÉVENTION												
RÉDUCTION DES DOMMAGES												
SOIN												
PRISE EN CHARGE												
ÉVALUATION												
ÉTUDE												
COMMUNICATION												
TOTAL												

\* Crédits MILDT ministère : il s'agit des crédits qui vous sont délégués par la DJEP au titre du présent programme.\*\* Crédits MILDT chef de projets : il s'agit des crédits accordés par le chef de projets pour le financement d'une action que vous soutenez, à un titre ou à un autre.\*\*\* Crédits propres DDJS : il s'agit des compléments de financement éventuellement accordés par la DDJS, hors crédits MILDT.

À retourner avant le 1er novembre 2001 par télécopie au 01 40 45 92 92 à l'attention de Pierre BRESSAN, DJEP 6.

Actualité et Dossier en Santé Publique  
n° 36 - sept. 2001

Pour le résumé :

**toxicomanies**

Programme contre les toxicomanies  
Instruction n° 01-129 JS du 6 juillet  
2001, BOJS, n° 8 du 31 août 2001.

Les actions à mener reposent sur les orientations suivantes : une approche fondée sur les comportements de consommation (tous produits confondus),

puis une démarche de prévention (contre la dépendance, montrer les risques etc.), enfin, un travail de développement des facteurs de protection et de prise en compte des facteurs de vulnérabilité des personnes, et aussi d'information sur la législation, les conséquences sociales et sanitaires de la consommation et les structures susceptibles d'apporter une aide aux toxicomanes.